

Le 29 juin 2015

**Objet : Demande d'accès du 28 mai 2015**

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information datée du 28 mai 2015, par laquelle vous désirez obtenir, selon vos termes :

- “1. Any and all communications between the Barreau, including the Office of the Syndic ('Syndic'), and the Offices des Professions ('ODP') for the last 5 years with appropriate redactions for any sensitive or specific references to individuals and/or file numbers of specific cases;
2. Any and all reports or memorandums between the Barreau, the Syndic and/or the ODP which summarizes the number of complaints received from third parties against members of the Barreau and the general subject matter of the complaints;
3. A listing of all current cases that are still being investigated by the ODP regarding the Barreau, with appropriate redactions of the names of the individuals and file numbers, including the dates the files were first opened by the ODP;
4. A listing of all complaints that were completed by the the ODP regarding the Barreau in the last 5 years, with appropriate redactions of the names and file numbers, including the dates the file was opened and the dates the file was completed;
5. A summary of the number of complaints initiated against the Barreau by third parties, in the last 5 years relative to each of the other professional orders;
6. Details as to the total number of active investigators that review complaints against a professional order;
7. All correspondence relating to complaints filed with the ODP by third parties regarding the Barreau;

... 2

8. Any and all internal correspondence relating to inappropriate behaviour or mishandling of files by the Barreau or the Syndic;
9. Any and all demand letters or lawsuits initiated by third parties against the Barreau or the Syndic;”.

D’entrée de jeu, je tiens à préciser que le *Code des professions* (RLRQ, c. C-26) prévoit que, dans le but de protéger le public, ce sont les ordres professionnels qui ont le devoir de contrôler l’exercice de la profession par leurs membres, notamment pour garantir la compétence et l’intégrité de ces derniers, ainsi que pour s’assurer du respect des règles déontologiques auxquelles ils sont assujettis.

À cette fin, les ordres doivent mettre à la disposition du public les recours prévus par le *Code des professions*, spécialement pour donner suite aux demandes d’enquête provenant des citoyens. Les instances chargées, par le *Code des professions*, de traiter ces demandes ou de décider du sort de ces recours sont principalement le syndic, le comité de révision, le conseil de discipline et le Tribunal des professions. Notez bien que l’Office des professions ne fait pas partie des instances auxquelles le *Code des professions* confie le mandat, soit de faire enquête sur la conduite d’un professionnel ou de décider d’une plainte disciplinaire, soit d’entendre en révision ou en appel de tels dossiers particuliers.

L’Office ne possède pas la juridiction lui permettant d’intervenir directement dans le processus de traitement des dossiers des personnes qui ont porté une affaire devant le bureau du syndic, le comité de révision, le conseil de discipline, le comité d’arbitrage des comptes, le conseil d’administration ou le comité exécutif d’un ordre professionnel. Cela veut aussi dire que l’Office ne peut se substituer à ces instances et qu’il ne possède pas le pouvoir de commenter, de réviser ou de casser leurs décisions.

D’autre part, même si l’Office reçoit à l’occasion les demandes des citoyens ou des professionnels qui sollicitent son intervention pour contester une décision de l’une ou l’autre de ces instances, le *Code des professions* ne lui donne aucun pouvoir d’enquête sur des cas particuliers et il ne prévoit aucun mécanisme lui permettant de traiter et de disposer des demandes d’intervention qui lui sont adressées.

Au sujet de la liste demandée au paragraphe 4, je vous transmets une liste des demandes d’intervention (et non d’enquête) que l’Office a reçue.

Je vous transmets les documents que nous détenons par rapport aux paragraphes 1 et 7 de votre demande. Ces documents ont été caviardés afin de ne pas donner accès aux renseignements personnels de tiers contenus dans ceux-ci, et ce, conformément aux articles 47, 53 et 54 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), ci-après appelée « Loi d’accès ». Par ailleurs, vous remarquerez que vos demandes d’intervention et échanges de correspondance ne s’y trouvent pas puisque je suppose que vous possédez déjà ces documents.

Concernant le paragraphe 2 de votre demande, les renseignements détenus par l'Office sont accessibles dans les rapports annuels du Barreau du Québec. Vous pouvez les consulter sur le site Internet du Barreau du Québec à l'adresse suivante : <http://www.barreau.qc.ca/publications/administratives/index.html>. J'ai cependant joint les extraits de ces rapports contenant les renseignements recherchés ainsi qu'un tableau cumulatif de ces données. Pour plus de détails, je vous informe, conformément au paragraphe 4 de l'article 47 de la Loi d'accès, que vous pouvez vous adresser au responsable de l'accès à l'information du Barreau du Québec :

- Responsable de l'accès à l'information, Barreau du Québec, Maison du Barreau du Québec, 445, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2Y 3T8, Télécopieur : 514 954-3407

Concernant les paragraphes 3, 5, 6, 8 et 9 de votre demande, je vous informe, conformément au paragraphe 3° de l'article 47 de la Loi d'accès, que nous ne détenons pas les documents demandés.

Vous trouverez en annexe copie des articles de la Loi d'accès qui sont cités.

Comme le prévoit la Loi d'accès, vous pouvez, si vous le désirez, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser ma décision. Votre demande doit être faite dans les trente jours qui suivent, selon le cas, la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la Loi d'accès au responsable pour répondre à une demande. Vous trouverez ci-annexée une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



GUYLAINE COUTURE, avocate  
Directrice des affaires juridiques  
Responsable de l'accès

p. j.

## AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin  
575 rue Saint-Amable  
Bureau 1.10  
Québec (Québec) G1R 2G4

Tél : (418) 528-7741  
Télec : (418) 529-3102

#### MONTRÉAL

Bureau 18.200  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196  
Télec : (514) 844-6170

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**47.** Le responsable doit, avec diligence et au plus tard dans les vingt jours qui suivent la date de la réception d'une demande:

1° donner accès au document, lequel peut alors être accompagné d'informations sur les circonstances dans lesquelles il a été produit;

1.1° donner accès au document par des mesures d'accommodement raisonnables lorsque le requérant est une personne handicapée;

2° informer le requérant des conditions particulières auxquelles l'accès est soumis, le cas échéant;

3° informer le requérant que l'organisme ne détient pas le document demandé ou que l'accès ne peut lui y être donné en tout ou en partie;

4° informer le requérant que sa demande relève davantage de la compétence d'un autre organisme ou est relative à un document produit par un autre organisme ou pour son compte;

5° informer le requérant que l'existence des renseignements demandés ne peut être confirmée;

6° informer le requérant qu'il s'agit d'un document auquel le chapitre II de la présente loi ne s'applique pas en vertu du deuxième alinéa de l'article 9;

7° informer le requérant que le tiers concerné par la demande ne peut être avisé par courrier et qu'il le sera par avis public;

8° informer le requérant que l'organisme demande à la Commission de ne pas tenir compte de sa demande conformément à l'article 137.1.

Si le traitement de la demande dans le délai prévu par le premier alinéa ne lui paraît pas possible sans nuire au déroulement normal des activités de l'organisme public, le responsable peut, avant l'expiration de ce délai, le prolonger d'une période n'excédant pas 10 jours. Il doit alors en donner avis au requérant par courrier dans le délai prévu par le premier alinéa.

1982, c. 30, a. 47; 2006, c. 22, a. 26.

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgence, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**54.** Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

June 29, 2015

**Re: Access Request of May 28, 2015**

Dear

This is in reference to your access to information request dated May 28, 2015, whereby you wished to obtain, in your own terms:

- “1. Any and all communications between the Barreau, including the Office of the Syndic (‘Syndic’), and the Office des Professions (‘ODP’) for the last 5 years with appropriate redactions for any sensitive or specific references to individuals and/or file numbers of specific cases;
2. Any and all reports or memorandums between the Barreau, the Syndic and/or the ODP which summarizes the number of complaints received from third parties against members of the Barreau and the general subject matter of the complaints;
3. A listing of all current cases that are still being investigated by the ODP regarding the Barreau, with appropriate redactions of the names of the individuals and file numbers, including the dates the files were first opened by the ODP;
4. A listing of all complaints that were completed by the ODP regarding the Barreau in the last 5 years, with appropriate redactions of the names and file numbers, including the dates the file was opened and the dates the file was completed;
5. A summary of the number of complaints initiated against the Barreau by third parties, in the last 5 years relative to each of the other professional orders;
6. Details as to the total number of active investigators that review complaints against a professional order;
7. All correspondence relating to complaints filed with the ODP by third parties regarding the Barreau;

8. Any and all internal correspondence relating to inappropriate behaviour or mishandling of files by the Barreau or the Syndic;
9. Any and all demand letters or lawsuits initiated by third parties against the Barreau or the Syndic;"

I would first like to clarify that the Professional Code (CQLR, c. C 26) states that, in order to protect the public, professional orders have the duty to supervise the practice of the profession by their members, with a view to guaranteeing members' competence, integrity and compliance with the rules of ethics and professional conduct to which they are subject.

To that end, professional orders must make available to the public the recourses and remedies provided for in the Professional Code, especially to pursue investigative requests made by individuals. The bodies authorized by the Professional Code to handle those requests or decide on the outcome of the recourses and remedies available are essentially the Syndic, the Review Committee, the Disciplinary Board and the Professions Tribunal. Note that the Office des professions is not included among the bodies authorized by the Professional Code to investigate a professional's conduct or rule on a disciplinary complaint, or to hear a review or appeal of such specific matters.

The Office does not have jurisdiction to intervene directly in individual cases brought before the Syndic's Office, the Review Committee, the Disciplinary Board, the Accounts Arbitration Council, the Board of Directors or the Executive Committee of a professional order. That also means that the Office cannot take the place of those bodies either, nor does it have the authority to comment on, review or quash their decisions.

Even though the Office occasionally receives requests from individuals or professionals seeking its intervention with regard to a decision by one of the above bodies, the Professional Code gives the Office no authority to investigate specific cases and provides no mechanism for it to deal with and dispose of requests of that nature.

As regards the listing requested in paragraph 4, I am enclosing a list of the requests for intervention (not for investigation) received by the Office.

I am sending you the documents in our possession as requested in paragraphs 1 and 7. These documents have been redacted to prevent access to the personal third-party information contained therein, in accordance with sections 47, 53 and 54 of the Act respecting Access to Documents Held by Public Bodies and the Protection of Personal Information (CQLR, c. A 2.1), hereinafter referred to as the "Access Act." Please note that your requests for intervention and correspondence have not been included, as I assume that you already have them in your possession.



As regards paragraph 2 of your request, the information in the Office's possession is accessible via the Barreau du Québec's annual reports, which can be consulted on its website at <http://www.barreau.qc.ca/publications/administratives/index.html>. However, I have enclosed excerpts from these reports containing the information you are seeking, along with a cumulative table of the data. Please be advised, in accordance with subsection 47(4) of the Access Act, that additional information can be obtained by contacting the Barreau du Québec's Access to Information Officer:

- Access to Information Officer, Barreau du Québec, Head Office, 445 Saint-Laurent Boulevard, Montreal, QC H2Y 3T8, Fax: 514-954-3407

As regards paragraphs 3, 5, 6, 8 and 9 of your request, please be advised, in accordance with subsection 47(3) of the Access Act, that we do not have the requested documents in our possession.

I am attaching a copy of the sections of the Access Act referred to above.

As provided for in the Access Act, you may, if you wish, apply to the Commission d'accès à l'information for a review of my decision. Your application must be made within 30 days of the date of the decision or of the time granted by the Access Act to the person in charge for processing a request. I am attaching an explanatory note on exercising this recourse.

Sincerely,

GUYLAINE COUTURE, ~~Avocate~~  
Director, Legal Affairs  
Access Officer

Encl.

TRANSLATION

## **NOTICE OF RECOURSE**

(Pursuant to a decision rendered in accordance with the *Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information*)

### **REVIEW**

#### **a) Power**

Article 135 of the Act stipulates that every person whose request has been denied in whole or in part by the person in charge of access to documents or of the protection of personal information may apply to the Commission d'accès à l'information for a review of the decision. An appeal may also be brought for a failure to respond within the applicable time limit.

The application for review must be made in writing; it may state briefly the reasons for which the decision should be reviewed (article 137).

The Commission d'accès à l'information may be reached at the following addresses:

#### **QUEBEC**

Bureau 1.10  
575, rue Saint-Amable  
Quebec (Quebec) G1R 2G4

Phone: (418) 528-7741  
Fax: (418) 529-3102

#### **MONTREAL**

Bureau 18.200  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Phone: (514) 873-4196  
Fax: (514) 844-6170

Toll-free number for both offices: 1 888 528-7741

#### **b) Grounds**

An application for review may be based on grounds pertaining to the decision, the time prescribed for processing the request, the mode of access to a document or information, the fees payable, or the application of Article 9 (personal notes written on a document, sketches, outlines, drafts, preliminary notes or other documents of the same nature which are not deemed to be documents held by a public body).

chapter A-2.1

**AN ACT RESPECTING ACCESS TO DOCUMENTS HELD BY PUBLIC BODIES AND THE PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION**

**47.** The person in charge must, promptly and not later than twenty days from the date the request was received,

(1) grant access to the document, which may then be accompanied with information on the circumstances in which it was produced;

(1.1) grant access to the document by providing reasonable accommodation, if the applicant is a handicapped person;

(2) inform the applicant of the special conditions, if any, to which access is subject;

(3) inform the applicant that the agency is not in possession of the requested document or that full or partial access to the document cannot be granted to him;

(4) inform the applicant that his request should more appropriately be transferred to another public body or that it concerns a document filed by or for another public body;

(5) inform the applicant that the existence of the requested information cannot be confirmed;

(6) inform the applicant that the document concerned is a document to which Chapter II of this Act does not apply by virtue of the second paragraph of section 9;

(7) inform the applicant that a third person concerned by the request cannot be notified by mail but will be informed by a public notice; or

(8) inform the applicant that the body is requesting the Commission to disregard the applicant's request in accordance with section 137.1.

If the request cannot be processed within the time limit provided in the first paragraph without impeding the normal course of operations of the public body, the person in charge may, before the expiry of the time, extend it by not over 10 days. He must then give notice thereof by mail to the applicant within the time limit provided in the first paragraph.

1982, c. 30, s. 47; 2006, c. 22, s. 26.

**53.** Personal information is confidential, except in the following cases:

(1) the person to whom the information relates consents to its disclosure; in the case of a minor, consent may also be given by the person having parental authority;

## ACCESS TO DOCUMENTS HELD BY PUBLIC BODIES

---

(2) where it relates to information obtained by a public body in the performance of an adjudicative function; the information remains confidential, however, if the body obtained it when holding a sitting *in camera* or if the information is contemplated by an order not to disclose, publish or distribute.

1982, c. 30, s. 53; 1985, c. 30, s. 3; 1989, c. 54, s. 150; 1990, c. 57, s. 11; 2006, c. 22, s. 29.

**54.** In any document, information concerning a natural person which allows the person to be identified is personal information.

1982, c. 30, s. 54; 2006, c. 22, s. 110.